

Edward Snowden, un jeune informaticien américain, a défrayé la chronique et effrayé l'Amérique. Ce trentenaire, plutôt libertarien, qui a été analyste pour la CIA et administrateur systèmes pour un prestataire de la NSA, gagnait très confortablement sa vie lorsqu'il a décidé de la sacrifier pour une cause qui lui tenait à cœur : la confidentialité des flux d'informations électroniques mondiaux. Mi juin 2013, le jeune homme, qui venait de donner des informations secrètes à la presse britannique (*The Guardian*) et américaine (*The Washington Post*), ne cache plus son identité et annonce s'être réfugié à Hong Kong. Il part ensuite en Russie et de l'aéroport international Chéremetievo de Moscou, demande l'asile politique à plusieurs pays, notamment sud-américains. Cela crée des tensions entre les Etats-Unis et la Russie, et Vladimir Poutine finit par accepter que Snowden reste en Russie à condition qu'il ne « nuise plus » à son pays d'origine tant qu'il se trouvera sur le sol russe. En réalité, Poutine a peur que les Etats-Unis ne fassent à nouveau la chasse aux espions russes sur le sol américain (comme le programme *Illegals* du FBI qui avait conduit à une dizaine d'arrestations en 2010). Afin d'assurer sa sécurité, Snowden aurait confié des documents secrets à plusieurs contacts dans le monde et exerce ainsi un chantage sur leur divulgation.

Mais quelle est donc la teneur des informations révélées par Snowden ? En premier lieu, il y a les écoutes par les Etats-Unis de leurs citoyens, et en second lieu la captation et l'interception par les Etats-Unis et dans une moindre mesure par le Royaume-Uni des communications provenant des autres pays du monde. Aucun n'est épargné : Amérique latine, Chine, Moyen-Orient, Union européenne même, dont les dirigeants savent très bien qu'ils ne sont pas les alliés des Etats-Unis mais leurs vassaux. Le parlement européen, par exemple, connaît depuis plus de quinze ans, notamment grâce à son comité STOA (Science and Technology Options Assessment) et à l'ancien eurodéputé allemand Gerhard Schmid, le réseau d'espionnage économique satellitaire anglo-saxon Echelon. Plusieurs biais sont utilisés : les opérateurs téléphoniques (qui sont forcés de collaborer), le matériel (comme les smartphones Blackberry), les systèmes de transmission (comme la fibre optique) ou encore les serveurs des géants des technologies de l'information et la communication (spécialement Microsoft, Google, Apple et Facebook). Sont donc concernés les utilisateurs de n'importe quel type d'appareil électronique. Il est par exemple possible que tous les ordinateurs récents disposent à l'insu de leurs propriétaires de points d'entrée pour les agences américaines de renseignement, la NSA ayant participé de

manière non négligeable et presque exclusive à l'élaboration des versions 7 et supérieures du système d'exploitation Windows<sup>1</sup>.

Après les attentats du 11 septembre 2001, de nombreuses lois ont été votées, comme les USA PATRIOT acts (d'ailleurs à peine plus d'un mois après l'effondrement des tours du World Trade Center, ce qui indique que ces textes – de surcroît bien plus précis que les textes de droit états-uniens habituels – étaient déjà au moins partiellement rédigés avant ces événements), des programmes de surveillance mis sur pied, comme PRISM (qui concerne exclusivement des personnes situées en-dehors des Etats-Unis) en 2007 (toujours sous l'administration Bush) ou encore l'exploitation secrète des données du géant des transactions bancaires informatiques SWIFT. L'essayiste Michel Ruch a parfaitement décrit ce système de domination<sup>2</sup>.

La soumission de la France et de l'Europe à l'empire américain a pu se constater une nouvelle fois début juillet 2013 lorsque l'avion du président bolivien Evo Morales s'est vu contraint d'atterrir à Vienne, faute d'autorisation de survoler une partie du territoire européen, en violation des lois du trafic aérien. La raison ? Certaines rumeurs prétendaient qu'Edward Snowden était à bord de l'avion présidentiel. Malgré le recul immédiat des autorités françaises, les relations entre la France et la Bolivie se sont détériorées : l'affaire risque d'être portée jusqu'à l'ONU et les ambassadeurs des pays du MERCOSUR en poste en France, en Italie, en Espagne et au Portugal ont été rappelés. En France, seuls le Front national, les Verts et le Front de gauche ont réclamé l'asile pour Snowden.

Les dirigeants européistes ont fait mine de se scandaliser des révélations de Snowden, mais tous savaient que les pays de l'UE étaient depuis longtemps (voire dès l'origine) sous le contrôle des Etats-Unis (y compris à travers l'OTAN). Même Daniel Cohn-Bendit a fini par s'interroger sur le bienfondé de la poursuite du projet qui achèvera d'enterrer l'idée même d'indépendance européenne que constitue le marché transatlantique prévu pour 2015. Les élections européennes de 2014 seront la dernière chance de stopper démocratiquement ces terribles desseins.

Jean-Yves Dufour pour *Salut public*, le 15 juillet 2013

---

<sup>1</sup> Cf Yannick Harrel, *La cyberstratégie russe* (2013).

<sup>2</sup> Michel Ruch, *L'empire attaque* (2007).